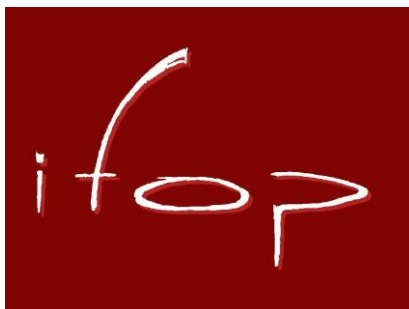




CHRONIQUES

Allemandes

N° 9

5 juillet
2012

La crise de la dette et de la zone euro a montré à quel point la situation économique et politique prévalant dans les autres pays européens avait des implications en France. Le sort de notre pays apparaît ainsi de plus en plus lié à celui de nos partenaires au premier rang desquels l'Allemagne.

Sur tous les grands sujets : fiscalité, compétitivité des entreprises, énergie (sortie du nucléaire par exemple) ou bien encore éducation, l'exemple allemand est désormais systématiquement convoqué dans le débat français soit pour s'en inspirer soit pour en pointer les limites.

Cette tendance, déjà ancienne, s'est renforcée ces dernières années et la campagne électorale en a donné de nombreux exemples.

C'est dans ce contexte que l'Ifop a décidé de rédiger et publier régulièrement des notes d'analyse (réalisées à partir d'enquêtes de l'Ifop ou d'instituts allemands) sur la situation politique et économique en Allemagne.

L'opinion publique allemande face à la crise de l'Euro

Alors que la zone euro traverse une crise profonde et que les différents gouvernements négocient et élaborent des compromis pour surmonter les graves difficultés qui affectent l'Europe, il nous a semblé intéressant de nous pencher sur l'état de l'opinion de l'autre côté du Rhin. Si Angela Merkel a accepté un certain nombre d'avancées lors du dernier sommet européen, la chancelière allemande est restée ferme sur un certain nombre de positions notamment sous la pression de son opinion publique qui détient en quelque sorte les clés des évolutions futures au niveau du continent. Analyser comment les Allemands perçoivent la crise, cerner quelles sont aujourd'hui les positions majoritaires sur le dossier grec ou sur l'évolution future de la zone euro permet de mieux comprendre les positions d'Angela Merkel et apporte un éclairage sur ses marges de manœuvre et options dans le cadre des prochaines négociations.

Déjà publiés

N°1 – Sept. 2005 : *Recomposition de la gauche : à l'Est du nouveau ? Retour sur les résultats des élections allemandes de 2005*

N°2 – Sept. 2009 : *Quand la gauche radicale s'installe en Allemagne. Analyse sur le vote die Linke*

N°3 – Mai 2010 : *Analyse sur les élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie*

N°4 – Oct. 2010 : *La percée du FPÖ aux élections municipales de Vienne*

N°5 – Déc. 2010 : *Regards franco-allemands sur la crise de l'Euro*

N°6 – Avril 2011 : *Le Bade Wurtemberg passe aux Verts : un effet Fukushima*

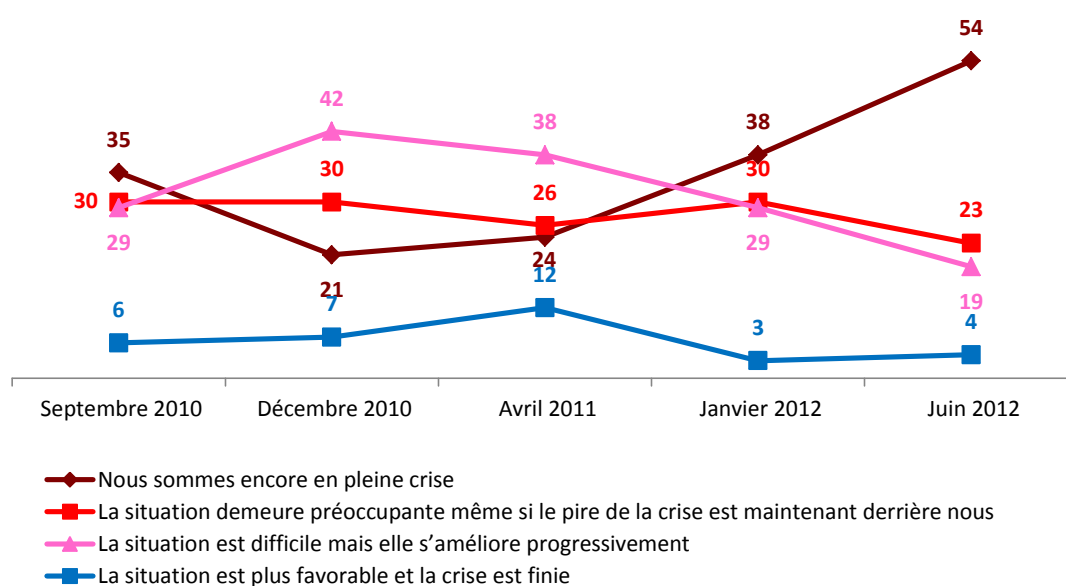
N°7 – Avril 2012 : *Fin de la coalition « jamaïcaine » et percée des « Pirates » : retour sur les élections régionales en Sarre*

N°8 – Mai 2012 : *Premier bilan sur les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie : cuisant revers pour la CDU et large victoire pour le SPD*

1. Une crise économique moins durement ressentie que dans les autres pays européens

Outre-Rhin, un interviewé sur deux (54 %) estime que « nous sommes encore en pleine crise », contre 23 % qui pensent que « la situation demeure préoccupante même si le pire de la crise est maintenant derrière nous » et 19 % que « la situation est difficile mais qu'elle s'améliore progressivement »¹. Comme le montre le graphique ci-dessous, la violente dégradation de la conjoncture intervenue l'été dernier a également frappé l'Allemagne et s'est traduite par un retournement de l'opinion.

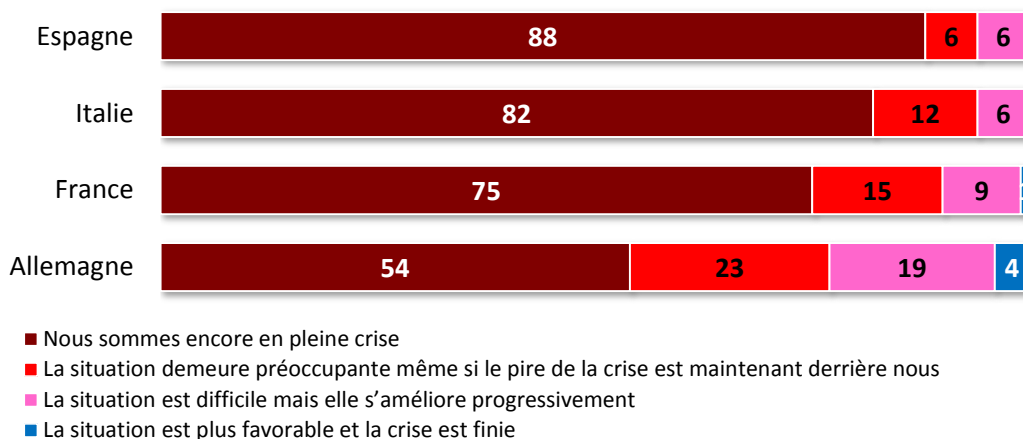
Question : En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?



Alors qu'entre septembre 2010 et avril 2011, le moral s'était assez nettement redressé en Allemagne et que la sortie de crise semblait progressivement se dessiner, les perceptions se sont considérablement assombries à la fin de l'été 2011. Toutefois, si le sentiment d'être encore en pleine crise est désormais majoritaire et se situe un niveau jamais enregistré depuis septembre 2010 en Allemagne, il atteint des proportions bien plus impressionnantes dans les trois autres principaux pays de la zone euro.

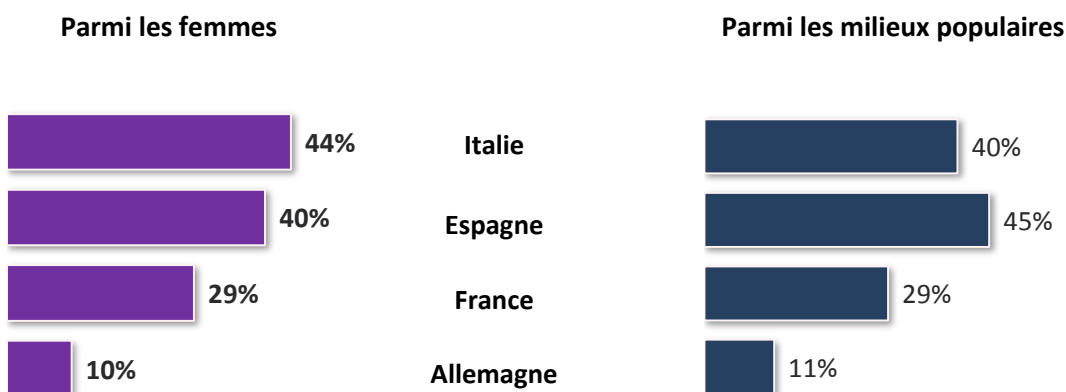
¹ Sondage Ifop / Fiducial réalisé pour le Figaro du 18 au 21 juin 2012 auprès de 4 échantillons nationaux représentatifs de 1000 personnes en France, Allemagne, Espagne et Italie.

Question : En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?



Dans le même ordre d'idées, quand 90 % des Italiens, 87 % des Espagnols et 75 % des Français déclarent percevoir « beaucoup » ou « assez » les effets de la crise dans leur vie personnelle ou dans celles de leurs proches, cette proportion n'est que de 41 % en Allemagne, où seuls 10 % ressentent « beaucoup » les effets de la crise contre un quart en France et quasiment 40 % en Espagne et Italie. L'écart est aussi, voire encore plus marqué, auprès des femmes et des milieux populaires, qui sont partout en Europe, les catégories les plus touchées et les plus fragilisées, mais qui semblent moins affectées en Allemagne.

% de personnes déclarant ressentir « beaucoup » les effets de la crise



Par-delà la dégradation de la conjoncture, les craintes se focalisent également sur le déficit public et la dette de l'Etat qui inquiètent 87 % des Allemands, cette proportion n'ayant pas évolué depuis le déclenchement de la crise de la dette souveraine : 90 % d'inquiets en mars 2010 et 84 % en juin 2011 par exemple. Si la sensibilité de l'opinion publique allemande à la thématique de la dette et du déficit public est assez comparable à ce que l'on observe dans les autres Etats européens, l'Allemagne se distingue de ses partenaires quant au fait d'envisager un scénario à la grecque. Tout comme les Allemands ressentent nettement moins l'impact concret de la crise que les autres Européens, ils sont beaucoup plus nombreux à se penser à l'abri d'une crise « à la grecque ». Quand 60 % des Français et 61 % des Italiens mais aussi 73 % des Espagnols jugent que leur pays pourrait connaître dans les

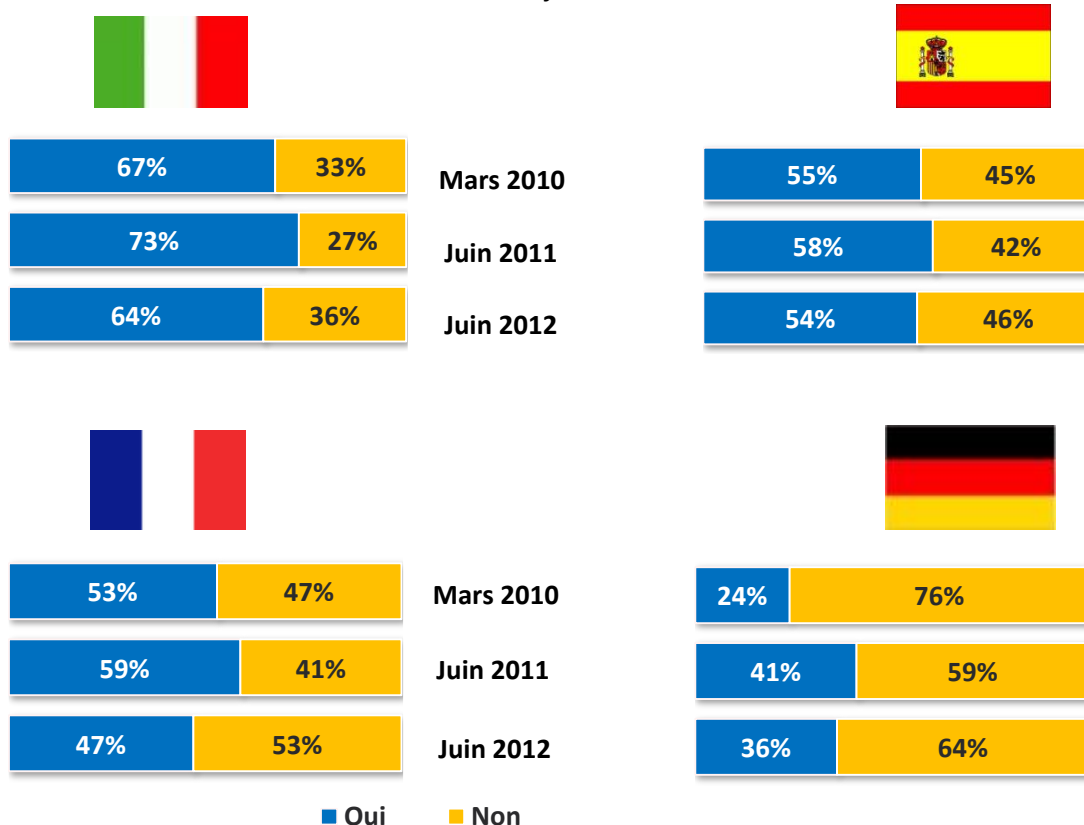
prochains mois ou années une telle situation, seuls 39 % des Allemands partagent cette crainte pour leur pays.

On notera également que 58 % des personnes interrogées en Allemagne (proportion en hausse de 6 points par rapport à novembre dernier) pensent que les banques de leur pays sont suffisamment solides pour faire face aux suites de la crise financière, ce taux n'étant en revanche et par exemple que de 39 % en Espagne, pays dont le système bancaire a été très déstabilisé ces derniers mois.

2. Une attitude oscillant entre fermeté et résignation face à la Grèce

Les Allemands se perçoivent-ils relativement à l'abri et/ou ont-ils le sentiment d'avoir déjà beaucoup donné et cédé, force est de constater en tous cas que l'aide financière à la Grèce au nom de la solidarité européenne continue d'être très mal acceptée outre-Rhin. Seuls 36 % des Allemands l'approuvent, soit le plus faible taux de soutien parmi les grands pays européens.

Question : Au nom de la solidarité européenne, la France / l'Allemagne / l'Espagne / l'Italie doit-elle aider financièrement la Grèce ?



Face aux difficultés que connaît la Grèce et à l'absence d'amélioration visible, l'économie de ce pays semblant s'enfoncer tous les jours un peu plus dans la crise, le scepticisme sur le bien-fondé de ces plans d'aides à répétition gagne les esprits en Allemagne comme ailleurs en Europe. Pas moins de 84 % des Allemands déclaraient ainsi que « l'argent prêté à la Grèce était de l'argent perdu, par ce que la Grèce ne pourra jamais le rembourser »². C'est sans doute ce sentiment qui explique que

² Sondage Ifop / Fiducial réalisé pour le JDD, Bild am Sonntag, ABC et le Corriere della Sera du 18 au 21 juin 2012 auprès de 4 échantillons nationaux représentatifs de 1000 personnes en France, Allemagne, Espagne et Italie.

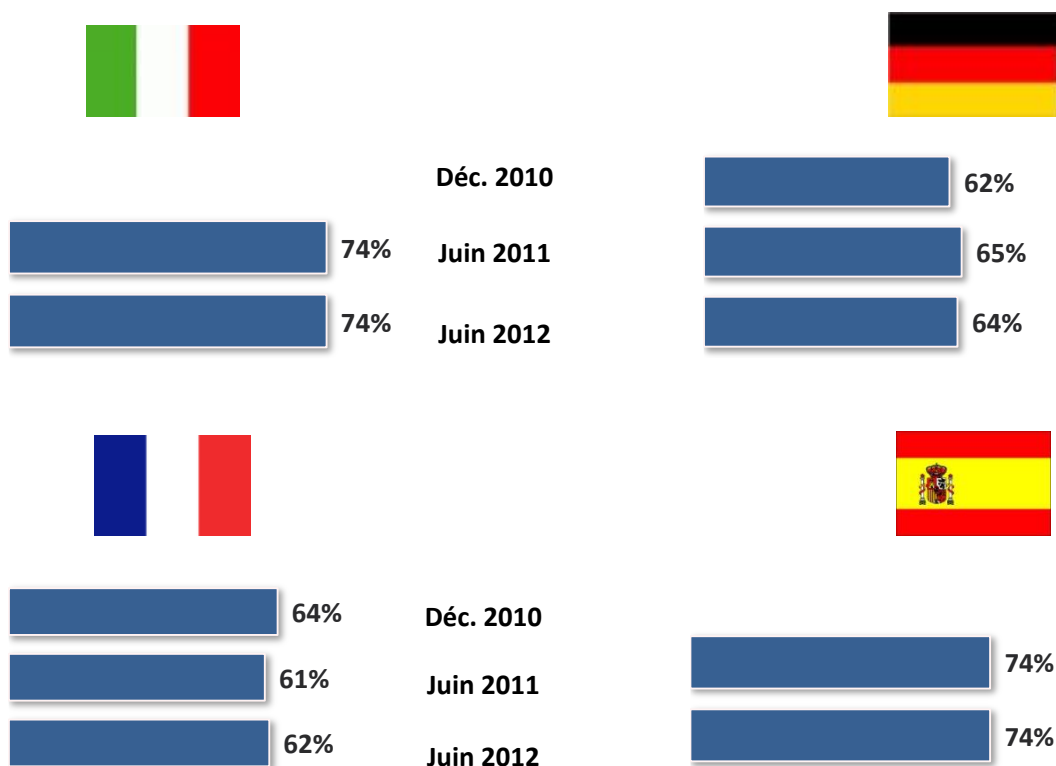
l'approbation de l'aide financière soit en recul par rapport à il y a un an. Mais face à un sujet aussi complexe et aux implications aussi lourdes, l'opinion publique allemande apparaît tiraillée par des jugements contradictoires. Si la tentation du repli et l'exaspération sont bien présentes comme on vient de le voir, dans le même temps, 76 % des Allemands pensent que « si la dette grecque n'est pas sauvée, les difficultés de la zone euro vont s'accroître dangereusement ». Cette crainte de la contagion, sur laquelle les instances européennes et le gouvernement allemand se sont appuyés pour faire la pédagogie des plans de sauvetage, n'est sans doute pas étrangère au fait que l'adhésion à l'aide financière, qui s'est certes tassée depuis un an, est néanmoins passée de 24 % en mars 2010 à 36 % aujourd'hui.

3. Un attachement à l'Union Européenne et à l'Euro non démenti mais s'accompagnant d'exigences accrues en termes de contrôles et de discipline vis-à-vis des partenaires

Depuis près de trois ans maintenant, la crise de la zone euro et ses conséquences très négatives (ralentissement économique, chute des places boursières et plans d'aide à répétition pour les pays les plus touchés) auraient pu sérieusement entamer le sentiment pro-européen en Allemagne, nation qui a le plus contribué au sauvetage financier de la zone Euro. Or quasiment deux tiers des Allemands (64 %) estiment que l'appartenance à l'UE est plutôt une bonne chose pour leur pays.

Question : Diriez-vous qu'aujourd'hui pour la France / l'Allemagne / l'Espagne / l'Italie c'est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose d'appartenir à l'Union Européenne ?

Récapitulatif : Plutôt une bonne chose



Cette proportion est demeurée stable depuis décembre 2010 et est équivalente à ce qu'on mesure dans les autres pays européens. De surcroît, on observe un solide consensus gauche/droite sur cette question : 72 % des sympathisants de la CDU/CSU et 70 % de ceux du SPD percevant l'appartenance à l'UE comme plutôt une bonne chose, l'euro-scepticisme étant plus répandu uniquement parmi les soutiens de la formation de gauche radicale, die Linke, dont « seulement » 57 % partagent cette opinion.

De la même façon, même si le Deutschmark conserve de nombreux partisans et que c'est en Allemagne que l'abandon de l'Euro au profit d'un retour à la monnaie nationale est le plus souhaité (39 % en Allemagne, contre 28 % en Italie, 26 % en France et 25 % en Espagne), cette option n'est pas aujourd'hui majoritaire dans la société allemande et n'a pas gagné de terrain ces dernières années (40 % en juin dernier par exemple), alors que la crise européenne aurait pu l'alimenter. Cet attachement très net des Allemands à la construction européenne s'accompagne d'exigences accrues en matière de discipline budgétaire. Ne remettant pas majoritairement en cause leur appartenance à la zone Euro, nos voisins souhaitent que leurs partenaires adoptent des règles de conduites vertueuses et que des moyens de contrôle et si besoin de contraintes soient instaurés. Echaudée par le précédent grec, l'opinion publique allemande adhère ainsi massivement (87 %) à l'obligation pour les Etats-membres d'inscrire la règle d'or budgétaire dans leur constitution et à la possibilité pour l'UE de gérer temporairement le budget d'un pays-membre lorsque celui-ci ne respecte pas les critères imposés par l'UE (75 % y seraient favorables). En cohérence avec cette exigence et cette demande d'encadrement strict, 78 % des Allemands (contre 65 % des Français, 51 % des Espagnols et 49 % des Italiens) approuveraient la sortie de la Grèce de la zone Euro si ce pays ne parvenait pas à réduire sa dette et son déficit.

Demeurant attachés bon gré mal gré à l'Euro mais en demande de nouvelles règles de fonctionnement, les Allemands pronostiquent dans le même temps de plus en plus une modification du périmètre de la zone Euro. Pas moins de 70 % d'entre eux partagent l'idée selon laquelle « la crise va aboutir à un éclatement de la zone Euro entre d'un côté les pays du nord de l'Europe et de l'autre les pays du sud ». En progression de 7 points par rapport à novembre dernier, cette idée (voire pour certains ce souhait) d'éclatement qui pourrait se concrétiser par la constitution d'une zone Euro restreinte ne regroupant que les « bons élèves » satisferait sans doute nombre d'Allemands soucieux d'une gouvernance plus rigoureuse. Cette exigence explique également qu'en l'état actuel, la mise en commun et la mutualisation d'une partie des dettes des différents pays-membres continuent d'être majoritairement refusées. Si 81 % des Espagnols et 82 % des Italiens y sont favorables, cette proportion n'atteint que 41 % en Allemagne, où la création de ces Eurobonds est perçue comme une incitation à l'irresponsabilité budgétaire pour les pays du sud de l'Europe. On notera néanmoins que cette idée a gagné 6 points par rapport à novembre dernier et qu'elle est majoritairement défendue par l'électorat des Grünen (54 %) et par quasiment un sympathisant du SPD sur deux (46 %). Dans son opposition aux Eurobonds, Angela Merkel peut en revanche compter sur le soutien très net des électeurs de la CDU/CSU (opposés à 65 %) et sur ceux du FDP (hostiles à 62 %).

Si les Eurobonds constituent donc encore une pierre d'achoppement dans l'opinion publique allemande, et notamment à droite, toutes les propositions actuellement dans le débat ne sont pas rejetées. Ainsi 67 % des Allemands (soit la même proportion que les Italiens : 63 % ou les Espagnols 60 % mais un peu moins que les Français : 79 %) se disent favorables à la création d'une taxe européenne sur les transactions financières, signe que des points d'accords et de consensus existent bien aujourd'hui sur certains sujets en Europe.

Jérôme Fourquet

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Ifop

Juillet 2012